



FORUM POUR LE RENFORCEMENT DE LA SOCIETE CIVILE

BURUNDI | **Le cultivateur burundais désespère après la fin de la période de sémis sans fertilisants et faisant face à la seule entreprise FOMI qui joue le monopole.**

**Rapport sur la gouvernance et les droits
économiques et sociaux au Burundi**

mars 2022

TABLE DES MATIÈRES

0. INTRODUCTION	2
I.GROGNE ET COLERE DES AGRICULTEURS FACE A LA CARENCE D'ENGRAIS CHIMIQUES « FOMI » POURTANT PAYES A L'AVANCE.....	2
II. PLUS DE 100 MILLE BURUNDAIS AFFECTES PAR LA MESURE D'EXTENSION DE LA ZONE INTERDITE AUX VELOS, MOTOS ET TRICYCLES DANS LA CAPITALE ECONOMIQUE	3
III. UNE CRISE PERSISTANTE DES PRODUITS PETROLIERS AUX CONSEQUENCES GRAVES SUR LA VIE ECONOMIQUE DES MENAGES.....	5
IV. LA MESURE DE HAUSSE DES TAXES ANNUELLES AU MARCHÉ DU CHEF-LIEU DE LA PROVINCE MAKAMBA SOULEVE DES MECONTENTEMENTS	9
V. SANTE PUBLIQUE : DES MAGOUILLES DANS LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL AUX DETOURNEMENTS DES FONDS PUBLICS SUR FOND DE PANDEMIE DE COVID, D'EPIDEMIE DE PALUDISME ET D'ACCES DIFFICILE AUX SOINS DE SANTE	10
V.1. Des magouilles dans le recrutement du personnel à l'hôpital Clinique Prince Louis Rwagasore ..	10
V.2. Des dénonciations de détournements de fonds et des dysfonctionnements à l'Hôpital de Rumonge	11
V.3. Recrudescence des cas de paludisme en province Bubanza et de Covid-19 à Kirundo	12
V.4. Des habitants de la province Rumonge réclament un accès facile aux soins de santé	13
VI. EDUCATION NATIONALE : DES CONTRIBUTIONS FORCEES REPETITIVES POUR LE COMPTE DES ACTIVITES POLITIQUES DU PARTI AU POUVOIR, DANS UN CONTEXTE DE MANQUE CRIANT DE BANCS-PUPITRES.....	14
VI.1. Des parents lassés par des contributions répétitives forcées dont ils ignorent la destination.....	14
VI.2. Des enfants entassés dans des salles sans bancs- pupitres font la honte du pays	15
VI.3. Au moins 16 élèves victimes de grossesses non désirées renvoyées de l'école en commune Buhinyuza, province Muyinga	16
VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS	17

0. INTRODUCTION

Des grognes et des désespoirs habitent une grande partie de la population burundaise. Sur la crise persistante des produits pétroliers et sa cohorte de conséquences sur la survie économique de la population, il s'est ajouté le problème de manque de fertilisants alors que 90% de Burundais vivent de l'agriculture, sans oublier l'extension de la zone d'interdiction des activités des motos, des vélos et des tricycles en Mairie de Bujumbura qui a affecté au moins 100 milles Burundais. Ces différents aspects sont évoqués dans les trois premiers chapitres de ce rapport du mois de mars 2022.

Au niveau des trois derniers chapitres, le rapport fait notamment mention des hausses des taxes qui ruinent des commerçants, des magouilles et des détournements qui paralysent le développement du secteur de la santé publique, des contributions forcées répétitives dans le secteur de l'éducation au profit des activités politiques du parti au pouvoir, au lieu de résoudre la problématique de manque criant de bancs-pupitres dans différentes écoles du pays.

Le rapport revient également sur la problématique de violences sexuelles en milieu scolaire qui mine dangereusement le droit à l'éducation des enfants. Elle est appréhendée de manière gauche par l'autorité publique en criminalisant la victime et en n'en poursuivant pas les auteurs.

I. GROGNE ET COLERE DES AGRICULTEURS FACE A LA CARENCE D'ENGRAIS CHIMIQUES « FOMI » POURTANT PAYES A L'AVANCE

Les cultivateurs burundais sont en colère contre le Gouvernement du Burundi qui a encaissé des avances de paiement de l'engrais chimique, mais n'a pas servi en suffisance ce produit suite aux spéculations financières dont sont coupables l'entreprise FOMI et des représentants de l'administration territoriale. En effet, au moment où la période de sémis pour la saison culturale B qui a commencé en février 2022 a expiré fin mars 2022, des agriculteurs n'ont pas eu l'engrais chimique qu'ils avaient pourtant payé à l'avance, à raison de 29000 FBu le sac de 50Kg. Dans différentes provinces du pays, les lamentations fusent de partout.

En province Ngozi, au début du mois de mars 2022, des agriculteurs de 31 collines de la commune Ruhororo qui avaient payé au moins un sac par individu, avaient obtenu chacune seulement 5 kg.

En province Bubanza, des cultivateurs se présentaient devant les hangars de distribution, mais n'obtenaient pas la marchandise. Un riziculteur qui avait par exemple payé 20 sacs de 50 kg chacun pouvait recevoir un seul sac. Les gens s'attendent douloureusement à une faible production prochaine du riz, alors que certains disent avoir contracté des crédits auprès des banques et des microfinances.

En province Cibitoke, Béatrice Nyabenda, Directrice du Bureau Provincial en charge de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement précisait que seulement 30% des quantités commandées avaient été distribuées aux agriculteurs, alors que la période de sémis était à son terme.

En province Cankuzo, la Direction du Bureau Provincial de l'agriculture et de l'élevage estimait, en date du 23 mars 2022, un manque d'au moins 12 tonnes d'engrais chimiques pour pouvoir satisfaire la commande. La Directrice de ce bureau recommandait aux agriculteurs de semer sans engrais ou de semer des plantes vivrières qui n'exigent pas de fertilisants.

II. PLUS DE 100 MILLE BURUNDAIS AFFECTES PAR LA MESURE D'EXTENSION DE LA ZONE INTERDITE AUX VELOS, MOTOS ET TRICYCLES DANS LA CAPITALE ECONOMIQUE

La mesure d'extention de la zone interdite aux velos, motos et tricycles est entrée en vigueur le 21 mars 2022, malgré des lamentations et des dénonciations qui fusaient de partout pour prier le pouvoir à ne pas mettre en péril le quotidien de plusieurs burundais vivants grâce à ces activités de transport de biens et de personnes. La mise en application de la mesure n'a pas tardé à avoir des conséquences sur la vie des citoyens. Le lendemain et les jours qui ont suivi, le déplacement urbain des biens et des personnes a été fortement affecté. Avec l'insuffisance des moyens de transport qui frappait déjà la capitale économique, les files d'attentes et le desordre sur les parkings se sont accentués.

Des citoyens y compris des malades qui se rendent dans les structures de soins ont été contraints de parcourir de longues distances à pieds, parce que dans l'incapacité de payer les taxis-voitures très chers, et qui sont restés le seul moyen de transport pouvant accéder à tous les endroits de la capitale économique. En effet, le bus de transport en commun plus abordable n'accède pas à tous les endroits. Parfois, des citoyens se servaient du taxi-moto, du vélo ou du tricycle pour arriver aux différents parkings ou joindre des coins non desservis par les bus de transport en commun

Tout le monde est d'avis que cette mesure a été précipitée, car de nombreuses questions sans réponses persistent. Elle a été prise dans un contexte de sérieux défis en rapport avec le transport en commun, notamment le défi d'approvisionnement en marchandises diverses et la crise de carburant. Les tricycles, les vélos et les motos aidaient dans le déplacement de pas mal de gens pour se rendre sur les lieux de travail et dans le déplacement des marchandises. Ils contribuaient dans le développement socio-économique des citoyens et de la Mairie, car ils payaient des taxes et impôts municipaux. Chaque vélo payait 2000 FBu de taxe, une moto payait 5000 FBu et un tricycle 10 000FBu par mois. Des familles entières de la Mairie et de l'intérieur du pays vivaient grâce à cette importante activité.

La mesure a ainsi entraîné dans l'immédiat un problème grave d'approvisionnement notamment en lait de vache et en charbon de bois qui viennent de l'extérieur de la ville de Bujumbura. Bien avant la mesure, ces moyens de transport interdits facilitaient l'approvisionnement des ménages et des restaurants. La mesure a été à l'origine de la montée des prix de différents produits dans différents marchés de la capitale économique. Nous y reviendrons dans le rapport du mois d'avril 2022. Les spécialistes estiment à au moins 100 mille Burundais économiquement affectés par la mesure plus « politique » que « technico-sécuritaire », contrairement à ce qu'avance le Ministre de l'Intérieur, Gervais Ndirakobuca.

III. UNE CRISE PERSISTANTE DES PRODUITS PETROLIERS AUX CONSEQUENCES GRAVES SUR LA VIE ECONOMIQUE DES MENAGES

Au moment où les pauvres gens de la capitale économique pleurent les effets de la mesure interdisant les activités des petits moyens de transport, le pays gère difficilement la crise liée au manque des produits pétroliers qui a des répercussions terribles sur le transport des personnes et des biens, et sur les prix des produits dans différents marchés du pays.

En province Bujumbura, les produits pétroliers y sont devenus les plus rares possibles. Les gestionnaires des stations d'essence regrettent de ne pas recevoir des approvisionnements. Pourtant, ces produits pétroliers dont l'essence et le mazout sont disponibles sur le marché noir dans plusieurs boutiques de la province, où 1.5 litre d'essence et de mazout coûte 10000FBu alors que le prix officiel ne dépasse pas 2700FBu. Ceci a entraîné la hausse du ticket de transport de Musaga (Mairie de Bujumbura) à Ijenda (commune Mugongo-Manga), qui est pour le moment entre 5500FBu et 7000FBu suivant, soit que c'est pendant la semaine ou le week end, alors que le prix fixé par le ministère en charge des transports est de 4500FBu par personne.

En province Ngozi, aucune goutte de mazout ou d'essence n'est trouvable dans les stations-service. Au marché noir, une bouteille en plastique d'un litre et demi d'essence ou mazout se vend entre 8000 et 9000FBu. Par conséquent, le prix du ticket de transport a été revu à la hausse. A titre d'illustration, le ticket pour le trajet Ngozi- Muyinga est entre 9000 et 10000FBu contre 6000FBu reconnu officiellement. Les passagers grognent et disent ne pas comprendre pourquoi cette pénurie perdure alors que le Gouvernement a récemment revu à la hausse le prix à la pompe. Les conducteurs de taxi voiture de Ngozi dénoncent des spéculations faites par des représentants de l'administration publique qui aggravent cette pénurie.

Dans les autres provinces du pays, la situation est similaire. Les prix des produits sur différents marchés du pays ont augmenté suite à cette double crise de carburant et de leadership responsable. Face à cette montée vertigineuse des prix sur les marchés, et comme pour tromper l'opinion, le ministère de l'agriculture et de l'élevage se contente de fixer de manière arbitraire les prix du haricot, de la pomme de terre, du riz et du maïs qui restent « impraticables dans la réalité », selon des commerçants.

En effet, le communiqué du Ministre Guide Rurema du 21 mars 2022 impose, sans y parvenir, les prix du kg de riz à 2400FBu, celui du haricot à 1900FBu et celui de la pomme de terre à 900FBu. A la même occasion, il a annoncé une nouvelle campagne de collecte forcée de la production de maïs, à raison de 800FBu le kg, précisant les intérêts que vont gagner l'organe étatique collecteur ANAGESSA et les commerçants qui vont s'approvisionner à cette entreprise.

L'année dernière, le Gouvernement avait vendu toute la production de maïs à un prix dérisoire de 680FBu pour le revendre par après à plus de 1500FBu, via des commerçants qui lui sont proches.

Pour le cas du sucre, du ciment et des produits BRARUDI, ce même pouvoir a fixé des prix qui n'ont jamais été respectés. La fraude et les spéculations financières étant érigées en mode de gouvernance, le prix d'un kg de sucre se vend en cachette entre 5000FBu et 6000FBu, tandis que le sac de ciment s'achète entre 37500 et 38000FBu pour des prix officiels respectivement de 2500 et 23400FBu.

En province Muramvya, les prix des denrées alimentaires et d'autres produits stratégiques montent du jour au jour. En comparaison avec la période précédente, nous enregistrons une forte augmentation des prix au marché au cours de cette dernière quinzaine du mois de mars 2022. Le tableau suivant témoigne de cette réalité.

Article	Mesure	Prix en FBU au mois de février 2022	Prix en FBU actuel au 19 mars 2022
		Prix	Prix
Riz	1 kg	2.000	3.000
Haricot	1kg	1.000	2.500
Farine de manioc	1kg	1.000	2.200
Farine de maïs	1kg	1.000	2.000
Huile de palme	Un bidon 5 L	9.000	14.000
Banane	1 bon régime	10.000-12.000	15.000-16.000
Patate douce	Un bon panier	2.000-3000	5.000
Pomme de terre	1kg	700	1.200
Avocat	1 pièce	200	500
Sucre*	1kg	2.500	6.000 ou plus (très rare et

			même introuvable)
Manioc	3 pièces	1.000	1.500
Colocase	Un bon panier	7.000	10.000
Viande	1 kg	9.000	13.000
Tomate	1 kg	1.000	2.200
Ananas	1 pièce	500	800
Loyer maison	2 Chambrettes + salon/mois	50.000	100.000
Ciment BUCECO*	1 sac	23.400	25.000 (rare)
Moulin	1kg manioc	60	100
Transport	Muramvya-Buja	4.000	6.000
	Muramvya-Gitega	3.000	4.000
Carburant*	1 litre d'essence ou mazout	2.740	Introuvable dans les stations 6.000-7.000 en cachette
Produits Brarudi*	<i>Les prix des produits avec « * » sont respectés par les commerçants, mais ils sont presque introuvables depuis au moins 2 semaines</i>		

Des fonctionnaires se lamentent qu'il leur est impossible de joindre les deux bouts du mois, et qu'ils sont ainsi couverts de dettes qu'ils paient difficilement.

En province Bubanza, les prix des produits vivriers dont le riz, le maïs, le haricot et le soja connaissent également une forte croissance.

Le kilogramme de haricot coûte entre 1200 FBu et 2000 FBu aux marchés de Musigati, Bubanza, Mpanda, Rugazi et Gihanga, en fonction de la qualité du produit. Les responsables agricoles ainsi que les autorités administratives expliquent que les récoltes n'ont pas été bonnes suite aux pluies diluviennes qui ont causé la fonte des semis de haricot dans certaines localités.

Pour le riz, le prix d'un kilogramme varie entre 2600 et 2800 FBu partout sur les marchés ci-haut mentionnés. Une grande superficie du périmètre de la SRDI n'a pas été irriguée pendant la saison culturale A, car le barrage hydro-agricole de Gatura s'est écroulé au mois de mars 2021. Ainsi, les récoltes de riz ont sensiblement diminué dans cette partie du pays historiquement rizicole.

Pour le maïs, le kilogramme de graines de maïs se vend entre 800 et 900FBu. A cette même période les années passées, le kg se vendait à seulement 500FBu. La plaine de Gihanga, Mpanda et Muzinda connue comme très productive de la graine de maïs a affiché un grand déficit pluviométrique pendant la saison culturale A.

La province Bubanza est actuellement approvisionnée en sucre une fois le mois et en quantité inférieure par rapport à la demande. Ainsi, chaque famille a droit seulement à 1 kilogramme. Curieusement, le marché noir fonctionne à la normale à raison de 5000 FBu le kilo, alors que le prix officiel est de 2500FBu comme déjà précisé ci-haut. Des magouilles entachent gravement le commerce de ce produit sous l'œil complice des autorités administratives locales. Des commerçants proches du pouvoir s'arrangent auprès des distributeurs pour détourner quelques sacs. Ce scénario est également observé sur le ciment BUCECO. Une journée après l'approvisionnement, le ciment n'est plus vendu au prix officiel de 23400 FBu. Le distributeur le vend en cachette aux commerçants proches du pouvoir qui en vendent à leur tour à 35000 FBu le sac de 50kg.

En **province Cibitoke**, il s'observe également une montée vertigineuse et généralisée des prix des denrées alimentaires au niveau de tous les marchés des 6 communes de la province. A titre d'illustration, le prix d'un kilo de maïs, de haricot, de pomme de terre et de riz est passé respectivement de 1000FBu, 1200 FBu, 800FBu et 1800FBu à 1600FBu, 1800FBu, 1000 FBu et 2600FBu. Il en est de même pour le kilo de viande qui se vend actuellement à 10000FBu alors qu'on pouvait se procurer la même quantité à 8000FBu, il y a deux mois. Le sucre quant à lui est devenu un produit rarissime partout dans la province. Le kilogramme s'achète à 6000FBu, soit plus du double du prix officiel, quand il est disponible bien entendu.

Les spéculations n'épargnent pas les produits BRARUDI. Les prix de la bouteille Primus 72 cl, Amstel blonde, Royal et Fanta sont respectivement passés des prix officiels de 1500FBu, 1900FBu, 2000 FBu et 800FBu à 1800FBu ,2500FBu, 2400FBu et 1000FBu.

Les autorités administratives dont le Gouverneur de province, ne parviennent pas à faire respecter les prix officiels, les spéculateurs proches du parti au pouvoir, dont certaines de ces autorités, sont plus forts que l'autorité administrative légale.

En province Cankuzo, un litre d'essence coûte 6000FBu au marché noir, régulièrement bien garni, alors qu'il est fixé à 2771FBu au marché officiel rarement servi. Cette situation a des répercussions sur les prix d'autres produits qui connaissent une montée vertigineuse entre le 15 février et le 15 mars de cette année. A titre d'illustration, le kg de pomme de terre qui coûtait 800FBu en février en arrivait à 1000FBu. Le kg de haricot est passé de 900 à 1300FBu, le litre de l'huile de palme de 3000 à 3300 FBu, celui de la colocase de 700 à 1000FBu et celui de la farine de manioc de 1200 à 1500FBu.

Le sucre lui, comme ailleurs dans le pays, il est introuvable dans différents marchés et boutiques de la province. Le ciment est disponible mais à cause de la pauvreté qui sécoue les ménages, les chantiers de construction sont en suspend. La situation de crise affecte aussi les ONGs locales et internationales. Leurs activités de terrain sont suspendues à plus de 80% et seules les urgences sont effectuées pour ne pas fermer complètement les portes.

IV. LA MESURE DE HAUSSE DES TAXES ANNUELLES AU MARCHÉ DU CHEF-LIEU DE LA PROVINCE MAKAMBA SOULEVE DES MECONTENTEMENTS

Les commerçants du marché du chef-lieu de la province Makamba n'ont pas ouvert les portes de leurs kiosques, le matin de jeudi le 03 mars 2022. Ils manifestaient leur colère suite à la hausse des taxes annuelles de 20000FBu pour les kiosques métalliques de l'intérieur du marché et 40000FBu pour les kiosques construits en briques du pourtour de ce marché. Cette nouvelle hausse est décriée par les commerçants qui expliquent que les taxes communales dans ce marché sont appliquées de manière illégale et injuste. Ils accusent l'administrateur communal de prendre des mesures arbitraires.

« Au début du mandat de Zuwena Irakiza, la taxe journalière variait de 100 à 200FBu selon l'emplacement du stand au marché, mais à son arrivée, elle l'a rehaussée de 200 à 300FBu. La taxe mensuelle qui était de 3000FBu a été majorée à 5000FBu pour les kiosques métalliques et de 20 000 à 40 000FBu pour les kiosques construits en briques », précise un des manifestants contacté.

Ces commerçants expliquent que toutes ces mesures tombent sur leurs têtes sans réunion de consultation, ni avertissement pour qu'ils puissent discuter de leur faisabilité. *« Nous connaissons les réalités dans les autres marchés du pays. C'est la commune Makamba qui fait payer beaucoup de taxes aux commerçants. On demande aux ministères du commerce et celui de l'intérieur de se lever pour exiger l'harmonisation des taxes pour que cette administrative ne continue pas à prendre des mesures qui nous ruinent. En plus de toutes ces taxes, on est obligé de payer 3000FBu par mois pour le compte de la société de gardiennage du marché « Rukangantare », alors que dans d'autres marchés, ces frais ne dépassent pas 1000FBu par mois »*, renchérit notre interlocuteur.

Les victimes ont réouvert leurs activités de commerce après une journée de menaces et d'intimidations. Les autorités de la province ont par après suspendu provisoirement la mesure tout en menaçant d'en prendre d'autres.

V. SANTE PUBLIQUE : DES MAGOUILLES DANS LE RECRUTEMENT DU PERSONNEL AUX DETOURNEMENTS DES FONDS PUBLICS SUR FOND DE PANDEMIE DE COVID, D'EPIDEMIE DE PALUDISME ET D'ACCES DIFFICILE AUX SOINS DE SANTE

V.1. Des magouilles dans le recrutement du personnel à l'hôpital Clinique Prince Louis Rwagasore

Le personnel de l'Hôpital Clinique Prince Louis Rwagasore a accusé son Directeur de magouilles dans les opérations de recrutement du personnel faites dans la première quinzaine de ce mois de mars 2022. Au moment où la commission de recrutement avait fini son travail et affiché les résultats du test de recrutement, le Directeur s'est imposé pour les annuler.

En effet, la clinique Prince Louis Rwagasore avait lancé un avis de recrutement des employés dans ses différents services. Une commission a été mise en place pour procéder à la présélection des candidats, faire passer le test et publier les résultats. Après la sélection des candidats, le Médecin Directeur leur a présenté une liste de personnes ne figurant pas sur la liste des candidats

sélectionnés et a exigé que ces personnes soient obligatoirement retenues par la commission de recrutement. Il a demandé aux membres de la commission d'organiser un semblant de test de recrutement et retenir les personnes présentées. Après ces instructions, la commission a fait passer le test dans les conditions de transparence voulues, mais les résultats affichés n'ont pas été antériorisés par le Médecin Directeur de la Clinique qui a organisé un nouveau test de recrutement sans les membres et sous les protestations de la commission initialement désignés.

V.2. Des dénonciations de détournements de fonds et des dysfonctionnements à l'Hôpital de Rumonge

Des membres du personnel de l'hôpital Rumonge dénoncent des détournements de fonds qui mettent en mal le fonctionnement de cette structure de santé. Le Médecin Directeur Nditoreye Ernest et son directeur financier, Ange Dusabe sont accusés d'avoir effectué des retraits équivalents à un montant de 79 millions à l'insu du comité de gestion de l'hôpital. Le constat a été fait le 08 mars 2022.

Une réunion du comité de gestion qui s'est tenue jeudi le 17 mars 2022 a relevé des incohérences dans les opérations comptables de l'hôpital. Le directeur de l'hôpital et son directeur financier n'ont pas pu justifier le retrait d'une somme de 79 millions de francs burundais dits avoir retirée pour acheter des médicaments afin d'approvisionner la pharmacie, lesquels médicaments ne seraient jamais arrivés dans les stocks de la pharmacie de l'hôpital.

Les employés de l'hôpital Rumonge regrettent que depuis deux ans et demie, ils n'ont pas eu droit à leurs primes de performances. En plus, le système de gratuité des soins de santé des enfants de moins de 5ans et des femmes enceintes a été suspendu pendant qu'on observe un dysfonctionnement de la maison suite au manque de matériel et de médicaments. Les patients sont obligés de s'autoprendre en charge en achetant du matériel et des médicaments dans les pharmacies privées.

Le personnel affirme que le cas de dysfonctionnement des activités de cet hôpital est bien connu des autorités du ministère de tutelle.

En date du 30 mars 2022, la Ministre de la Santé Publique et de Lutte contre le Sida y a mené une visite surprise et a dénoncé elle-même le dysfonctionnement des activités à l'hôpital de Rumonge, qui est pour elle, « *imputable aux responsables de cet hôpital* ».

D'après les déclarations du ministre Sylvie Nzeyimana, les patients qui se font soigner à l'hôpital de Rumonge sont mal accueillis et mal soignés. L'hôpital manque de matériel, des médicaments et des réactifs de laboratoire.

La Ministre a déploré « *un climat de tension entre la direction et le personnel* » et « *un manque de leadership responsable* » à cet hôpital. Le personnel avait menacé d'observer un mouvement de grève mais ont été tranquilisés par cette visite de laquelle il attend des solutions à la crise.

V.3. Recrudescence des cas de paludisme en province Bubanza et de Covid-19 à Kirundo

En province Bubanza, plusieurs cas de paludisme sont signalés dans différentes structures de santé. Les responsables sanitaires confirment cette situation, mais n'acceptent pas de livrer les statistiques y relatives. Ils nous ont renvoyés contacter le Porte-parole du Ministère de la Santé Publique. Des malades de paludisme dont des enfants inondent les structures de soin où 2 à 3 enfants partagent un seul lit pendant que d'autres dorment à même le ciment.

En province Kirundo, depuis le 20 mars 2022, des personnes ayant des signes de Covid-19 se sont manifestées sur la colline Nyamabuye, zone Kigoma frontalière avec la République du Rwanda. Selon des responsables du secteur de la santé dans la province, l'origine de cette propagation serait une femme burundaise qui était entrée clandestinement au pays en passant par le lac Cohoha avec l'aide d'un piroguier en date du 7 mars 2022. La même source fait savoir que cette femme a été arrêtée le lendemain dans l'après-midi alors qu'elle s'était déjà mise en contact avec les voisins de la colline. Après son appréhension, elle avait été testée positive au Corona virus. Quelques jours plus tard, des signes de cette pandémie s'étaient manifestés sur 15 personnes dont la majorité avait été en contact avec elle. Les malades ont été mis sous surveillance en quarantaine au centre de santé de Nyamabuye.

Précisons que les mesures barrières contre ce virus ne sont plus une préoccupation du pouvoir qui a d'ailleurs déjà proclamé, via le Ministre de l'Intérieur burundais, que le pays a gagné le combat contre la propagation de la pandémie, et a réouvert les concerts de musique, les activités sportives et autres.

V.4. Des habitants de la province Rumonge réclament un accès facile aux soins de santé

En province Rumonge, la population des collines Mwange et Murambi respectivement en zone Kizuka et Buruhukiro, commune et province Rumonge réclament un accès facile aux soins de santé. Elle regrette que des centres de santé n'aient pas ouvert leurs portes par manque de matériel et de personnel, et que d'autres sont restés au niveau des promesses sans jamais être construits.

Les habitants citent en exemple deux centres de santé situés sur les collines Mwange et Murambi qui ne fonctionnent pas depuis plusieurs années, et disent peiner pour arriver dans les centres de santé situés sur d'autres collines. Ils affirment parcourir une distance d'environ 5 km pour aller se faire soigner, alors que tout près de chez eux, des bâtiments sanitaires restent fermés.

Des sources médicales à Rumonge indiquent que les deux centres de santé ont été construits au moment où le pays faisait face aux sanctions économiques. Le Ministère de la Santé Publique n'aurait pas pu trouver des moyens pour équiper et recruter le personnel qui devrait travailler dans ces centres de santé.

De leur côté, les habitants de la colline Busebwa, en zone Buruhukiro regrettent d'avoir fabriqué des briques cuites, rassemblé le moellon et les pierres pour la construction d'un centre de santé sur cette colline, mais que sa construction est restée un vœu pieux.

Ailleurs, le centre de santé de la colline Gitwe, zone Buruhukiro, tout proche de la zone Gatete, se trouve dans un état d'exiguïté et de vétusté, dans l'incapacité d'accueillir tous les patients qui le sollicitent. Le Ministère de la Santé Publique est au courant de la situation et dit ne pas avoir de moyens pour y faire face.

VI. EDUCATION NATIONALE : DES CONTRIBUTIONS FORCEES REPETITIVES POUR LE COMPTE DES ACTIVITES POLITIQUES DU PARTI AU POUVOIR, DANS UN CONTEXTE DE MANQUE CRIANT DE BANCS-PUPITRES

VI.1. Des parents lassés par des contributions répétitives forcées dont ils ignorent la destination

En province Bujumbura, l'Administrateur communal de Nyabiraba, Ferdinand Simbananiye, en complicité avec le Directeur du lycée communal Nyabiraba n'ont cessé, depuis 2019, d'exiger des contributions aux parents des élèves dudit établissement scolaire. Pour cette année scolaire 2021-2022, ils ont encore une fois ordonné aux parents des élèves de contribuer une somme de 5000FBu par élève et avancent le motif d'achat de bancs- pupitres et la réhabilitation des infrastructures scolaires en mauvais état.

Ce même motif est avancé depuis 2019, mais les fonds collectés n'ont pas servi à cette activité. Les informations recueillies sur place indiquent que la contribution de l'année scolaire 2019-2020 a été utilisée dans la campagne électorale du parti CNDD-FDD et dans les paiements des activités des Imbonerakure de la localité.

En province Mwaro, le Directeur Communal de l'Enseignement de la commune Kayokwe, Juvénal Ndayikeza, exige de son côté à tous les Directeurs des écoles de son ressort de percevoir chez tous les élèves du primaire et du secondaire un montant de 500FBu par élève avançant le motif de « paiement des enseignants bénévoles ». Au Lycée communal Mwaro I, les parents ont refusé de donner cette somme car ils n'ont pas eu d'explications convaincantes de la destination de ces fonds car à cette école, il n'y a pas de bénévoles. Ils comprennent mal ce double paiement étant donné qu'ils paient pour les professeurs vacataires de cette école. Pour forcer les parents à payer ces contributions, des élèves « irréguliers » ont été renvoyés de l'école.

Les parents déplorent le fait que tous les apprenants s'assayent par terre pendant les cours et trouvent que leurs contributions devraient servir plutôt à la fabrication des bancs- pupitres.

VI.2. Des enfants entassés dans des salles sans bancs- pupitres font la honte du pays

En province Mwaro, un manque de bancs –pupitres se remarque dans certaines écoles de la localité. Ainsi, des enfants sont entassés dans des salles de classes sans aucun banc- pupitre, courbés sur leurs cahiers, avec tout le risque de santé que cela présente.

A titre d'illustration, au moins 150 écoliers de 2^{ème} année à l'Ecole Fondamentale Kabogi, en commune Ndava, suivent leurs leçons assis par terre. La photo en bas témoigne à suffisance des conditions difficiles dans lesquelles étudient ces enfants.



Des écoliers de 2^{ème} année à l'Ecole Fondamentale Kabogi, commune Ndava en province Cibitoke. ©Photo FORSC

En province Muramvya, des écoliers étudient également dans des conditions lamentables. A titre d'illustration, dans certaines écoles de la commune Mbuye, des écoliers s'assoient à 4 ou à 5 sur un seul banc- pupitre destiné à seulement 2 enfants.

A l'Ecole Fondamentale de Murama, 86 écoliers de la 1^{ère} année se partagent 18 bancs pupitres, 79 de la 2^{ème} année se partagent seulement 17 bancs-pupitres. Il en est de même à l'Ecole Fondamentale de Rugari où la salle de classe de 91 écoliers de 1^{ère} année dispose de seulement 21 bancs- pupitres. En 2^{ème} année de cette même école, il y a seulement 18 bancs-pupitres sur un effectif d'écoliers qui approche celui de la classe ci-après mentionné. Le Directeur Communal de l'Education dans cette commune indique que la question a été soumise au Conseil Communal depuis longtemps, mais que rien n'a été fait.

En commune Bukeye, des écoliers s'assoient en classe sur des pierres. A l'Ecole Fondamentale de Gatukuza, la classe de 2^{ème} année B compte 83 écoliers alors qu'elle n'a que 17 bancs- pupitres. Il en est de même pour l'Ecole Fondamentale de Buhorwa où la classe de 3^{ème} année compte 78 écoliers sur 18 bancs- pupitres. A la même école, 79 écoliers en 4^{ème} année se partagent seulement 17 bancs- pupitres. Les autres écoles avec le même problème sont les ECOFO Bukwavu et Gahaga où la moyenne est de 3,5 écoliers par banc- pupitre.

VI.3. Au moins 16 élèves victimes de grossesses non désirées renvoyées de l'école en commune Buhinyuza, province Muyinga

Seize élèves du Lycée Saint- Martyr de Muramba, situé en commune Buhinyuza, Direction Provinciale de l'Enseignement de Muyinga ont été définitivement renvoyés de l'école pendant ce deuxième trimestre 2021-2022. Selon les informations qui proviennent de la Direction Communale de l'Enseignement de Buhinyuza, les enquêtes ont prouvé que douze filles du post-fondamental étaient enceintes. Trois garçons du même niveau ont été accusés d'être des auteurs de grossesses sur certaines parmi les douze filles enceintes. La 16^{ème} fille renvoyée a été accusée d'avoir des relations particulières avec son enseignant, mais celui-ci n'a pas été inquiété. En plus, les commerçants et les motards dénoncés par les filles d'être les auteurs de ces grossesses n'ont fait objet d'aucune poursuite judiciaire. L'administration scolaire et territoriale s'est contentée de criminaliser les filles, au lieu de les considérer comme des victimes en besoin de justice.

Précisons qu'au moins 59 filles avaient été renvoyées durant l'année scolaire écoulée dans la même province suite à ce phénomène de grossesses non désirées qui est en partie responsable de plusieurs abandons scolaires.

VII. CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Visiblement, le régime du parti CNDD-FDD cache mal ses intentions politiques de nuisance à la survie économique des ménages burundais qu'il était censée protéger. En témoignent les mesures impopulaires ayant des conséquences terribles qui sont prises et mises en œuvre dans la surprise et la précipitation. Nous pouvons citer ici la mesure d'interdiction des activités de transport faites par les motos, les vélos et les tricycles dans la majeure partie de la ville de Bujumbura, la création de l'entreprise étatique « Agence Nationale de Gestion du Stock de Sécurité Alimentaire » (ANAGESSA) qui, contrairement à sa nomination, se charge de collecter par force les productions agricoles dont la maïs, le haricot, la pomme de terre et le riz pour ses intérêts propre, empêchant ainsi au cultivateur de gérer à sa propre guise, sa production.

Il y a aussi la création de l'entreprise « Fertilisants Organo-Minéraux » (FOMI) qui produit des fertilisants en se servant des fonds qu'il collecte auprès du cultivateur sans servir ce dernier.

Le régime s'est ensuite approprié et a politisé les entreprises « Société Sucrière du Moso » (SOSUMO), « Brasserie et Limonaderies du Burundi » (BRARUDI), « Burundi Ciment Compañie » (BUCECO), actuellement instrumentalisées dans le but de servir seulement les intérêts des tenors du parti au pouvoir, au détriment de la population. Et pour arriver à cette fin, le régime donne le monopole à ces entreprises qui font la pluie et le beau temps. Aujourd'hui, seuls des proches du parti au pouvoir ont la main- mise sur la gestion des produits de ces différentes entreprises.

Toutes ces mesures politiques sont prises dans un contexte généralisé de politisation à outrance de la vie socio-économiques des burundais, de manque persistant des produits pétroliers, de magouilles dans tous les secteurs de la vie de la nation, de détournements des fonds publics et de demandes récurrentes de contributions financières forcées qui affectent gravement les économies des ménages burundais. Entre temps, les secteurs de santé publique et d'éducation nationale sont les moindres des préoccupations politiques des gestionnaires actuels de l'Etat.

Compte tenu de tout ce qui précède, le FORSC émet les recommandations suivantes :

Au Gouvernement du Burundi :

- De mettre à la disposition du cultivateur et en temps utile, les fertilisants qui lui permettent de bien s'acquitter de son travail ;
- De suspendre sans délais la mesure de limitation de l'espace de travail aux motos, vélos et tricycles pour redonner de l'espoir de vie aux nombreuses familles qui vivaient de cette activité ;
- De combattre de manière énergique les spéculations financières autour du commerce des produits pétroliers, du sucre, du ciment, et des produits de la BRARUDI qui aggravent la flambée des prix des produits alimentaires de première nécessité ;
- De sanctionner les autorités publiques qui s'adonnent à l'imposition illégale et injuste des taxes sur les marchés ;
- De juguler les contributions financières forcées, les magouilles et les détournements des fonds publics qui minent le développement des services de l'Etat ;
- De faire face au manque de bancs-pupitres dans les écoles et au phénomène des grossesses non désirées dans les écoles, notamment en poursuivant et en punissant sans le deux poids deux mesures, les auteurs de ces crimes.